

Un texte offensif adopté par le Conseil national validant le principe d'une candidature communiste à la présidentielle

Sous le titre "**Reconstruire l'espoir**" le conseil national du 13 mars a voté le texte soumis aux communistes comme base de la prochaine conférence nationale qui se tiendra les 10 et 11 avril. Avant de voter du 9 au 11 mai.

Un vote à la fois clair et serré : 68 pour, 45 contre et 18 abstentions au terme d'une discussion franche et fraternelle qui s'est traduite par un additif à un texte commun sur l'analyse du contexte et des solutions mais divergent sur la question de la candidature communiste plutôt que la recherche d'une candidature commune dès le premier tour.

Le texte se situe dans le prolongement du 38^e congrès qui invitait les militants.es à créer les conditions d'une candidature communiste en 2022, pour en finir avec l'effacement du parti aux deux présidentielles précédentes.

Ce qui n'a fait qu'accélérer notre marginalisation en même temps que celle de toute la gauche, laissant aux Verts et aux socialistes, éclatés en plusieurs formations et à LFI, l'exclusivité de représenter toute la gauche considérablement affaiblie après que nombre de leurs cadres aient rejoint Macron.

Une gauche donnée au plus bas des sondages tandis que l'on nous refait le coup du duel "idéal" au second tour entre Macron et M. Le Pen, préfiguré par le "débat" Darmanin-M. Le Pen organisé pour ancrer dans l'opinion l'hypothèse favorite de la macronie, embourbée dans une gestion cahotique et incohérente de la pandémie malheureusement loin d'être maîtrisée.

"Nous refusons de nous résigner à ce que 2022 soit un nouveau rendez-vous manqué pour notre pays...nous ne voulons pas être enfermé·e·s dans le piège du duo Macron-Le Pen" est-il écrit dès l'introduction du texte adopté.

Le capital n'a rien à redouter d'une telle éventualité funeste et qui n'a rien de fatal. Toute notre histoire témoigne de notre engagement résolu contre l'extrême-droite revenue aujourd'hui en force en France, en Europe et dans le monde, récupérant les mécontentements des politiques libérales que les néo-fascistes entendent imposer par un nationalisme exacerbé dont on connaît bien les penchants xénophobes et racistes.

Rappelons que le RN a été le premier à féliciter Trump en 2017 et à l'accompagner jusqu'au dernier jour de son règne calamiteux sur tous les plans. Sa défaite n'aura pas modifié fondamentalement l'emprise du capitalisme sur la politique de son successeur.

Porter notre projet et le mettre en débat

C'est bien là le coeur de notre démarche et de nos propositions, de leur singularité : *"Nous voulons contribuer à construire une société en rupture avec les logiques capitalistes avec les mouvements sociaux et écologiques, les forces progressistes, les citoyen-ne-s. Nous souhaitons faire valoir*

l'originalité de la démarche communiste, de contestation et de constructions, de luttes et de conquêtes de pouvoirs, d'avancées réalistes et révolutionnaires, de rassemblement..."

Face à la dégradation accélérée de nos conquêtes sociales et démocratiques, à l'aggravation des conditions de vie, de la précarité, des inégalités et de la pauvreté de masse jusque dans la jeunesse sans perspective et sans moyens, s'y ajoute la recrudescence d'une pandémie aux multiples variants, une vaccination beaucoup trop lente faute de vaccins. Tout cela mine le moral des Français.es, plus encore chez les plus précaires et conduit à la colère, à la défiance en même temps qu'à une sorte de résignation, d'impuissance, faute de perspectives politiques.

Comment ne pas partager la série de propositions très concrètes qui y sont développées ?

- **une grande ambition de services publics, de protection et de promotion de biens communs, pour libérer l'essentiel de nos vies des logiques de profit ...**
- **sécuriser tous les âges de la vie...**
- **une révolution du travail et de l'emploi...**
- **une grande politique pour la jeunesse...**
- **un mode de production et de consommation écologique et social...**
- **renouer partout, pour toutes et tous, avec les principes de la République**
- **une grande politique de la culture et de l'éducation...**
- **pour une planète durable, solidaire et en paix, de redonner à la France une capacité d'initiative indépendante...**
- **que la France agisse pour une construction européenne rompant avec les fondements et les règles néolibérales et austéritaires de l'UE...**

Des propositions assorties de deux conditions : prendre le pouvoir sur le capital, le crédit, la monnaie... et refonder la démocratie, des communes à l'Etat en passant par les entreprises avec des droits nouveaux pour les salariés et les citoyens pour faire advenir la 6e République.

Construire un Front populaire du XXI^e siècle

De quoi nourrir l'ambition des communistes : remobiliser le monde du travail et la jeunesse pour aller vers un rassemblement majoritaire de notre peuple sur des contenus qui permettent de répondre aux attentes sociales et écologiques que la droite et le social-libéralisme n'ont pu et ne peuvent satisfaire. La soif de profits des actionnaires dictant les politiques d'austérité en oeuvre depuis 40 ans. Elles ne peuvent que s'aggraver pour restaurer les marges que la crise sanitaire écorne tant que le pouvoir au service du capital restera en place.

Comment faire évoluer le débat nécessaire au sein des forces progressistes disponibles sur les enjeux sociaux et écologiques en vue de la présidentielle et des législatives, si le PCF s'abstenait de toute présence directe dans cette élection centrale qui commande toute la vie politique ?

Autrement dit, s'il se contentait de n'être qu'une force d'appoint de candidats qui visent non la rupture avec le capitalisme mais l'adaptation possible d'intentions de nature progressistes sans remettre en cause le système lui-même ? C'est ce qui a mis toute la gauche dans la situation où elle se trouve.

Ses propres électeurs.ices s'en sont détournés. D'autant que Macron, recruté par Hollande, compte toujours des ministres "socialistes" et "Verts"...

Une candidature communiste pour transformer la France et reconstruire la gauche

Tel est bien le sens de la décision prise par le conseil national ce 13 mars à travers cette résolution qui ouvre la voie au débat des communistes invités à apporter leur contribution dans la perspective de la conférence nationale.

Pour en finir avec le soutien systématique à un.e autre candidature sous prétexte qu'un communiste ne franchira pas le 1er tour quel que soit le candidat qu'il désigne. En 2017 on avait même soutenu le candidat de la FI...sans soutenir son programme ? Ce n'était pas sérieux.

Si l'on en croit les premiers sondages, aucun des trois candidats annoncés ou dans les startings-blocks, ne franchira le 1er tour. Chacun appelant à rallier sur leur programme les électeurs.ices. Ce qui est logique. Les communistes ne seraient-ils voués qu'à soutenir le programme des autres ? Ou à élaborer un programme de sommet gommant les divergences au nom de l'union et de l'efficacité ?

Ce n'est pas pour diviser un peu plus une gauche très affaiblie que la proposition d'une candidature communiste a été majoritairement adoptée. Mais pour porter nos propositions de rupture avec le capitalisme à terme et nos réponses aux urgences sociales et écologiques en lien avec les mouvements sociaux et sociétaux d'aujourd'hui. Notre secrétaire national, Fabien Roussel s'est déclaré disponible. Je m'en réjouis.

Que l'engagement militant fasse que ce contenu transformateur de notre société soit pris à bras-le-corps par les forces vives de notre pays à commencer par celles et ceux, nombreux, qui se battent pour mieux vivre et pour maîtriser leur destin aujourd'hui en panne sérieuse d'avenir.

René Fredon